



La question du numérique à l'école doit rester une question didactique

Paul DEVIN, inspecteur de l'Éducation nationale, secrétaire général du SNPI-FSU

Regard croisés, n°22, juin 2016

D'aucuns, considérant que le numérique porterait en soi les vertus d'une efficacité intangible, voudraient le considérer comme l'opportunité fondamentale d'une meilleure démocratisation des savoirs. Douter que cette opportunité puisse porter un changement de paradigme qui, par essence, faciliterait les apprentissages, ne peut évidemment être confondu avec une position de refus global qui condamnerait l'usage numérique à l'école. Mais pour autant constitue-t-il une révolution dont la nature nous contraindrait à remettre en question fondamentalement les conceptions de la transmission et de la construction des savoirs ?

Internet : source de connaissances ?

L'accès facilité à l'information ne produit pas une simplification de la relation aux connaissances. Tout d'abord parce que l'abondance d'informations, la fragilité de leurs sources ou leur éventuelle instrumentalisation idéologique constitue des difficultés supplémentaires pour celui qui en fait usage. Il faut faire preuve de naïveté pour croire

qu'internet serait, en soi, la garantie pour les élèves d'un libre accès à l'information que l'on devrait préférer à des choix contraints par l'enseignant. Une des conditions de l'apprentissage est celle d'un traitement de l'information adapté aux élèves par le travail didactique de l'enseignant.

Raisonner sur la seule facilitation de l'accès aux données serait réduire la culture commune à une acquisition cumulative d'informations. Nous le savons, l'enjeu essentiel est ailleurs, dans la capacité de l'école à permettre un travail conceptuel qui est indispensable à la construction du sens et à la compréhension du monde. Internet est un outil très performant pour trouver la date de naissance de Louis XIV mais largement insuffisant pour comprendre la monarchie absolue. Dans la perspective de ce patient travail de construction conceptuelle, l'usage numérique ne relève que de l'outil quand bien même cet outil se révélerait offrir des perspectives appréciables. Pour l'essentiel, l'enjeu reste dans la compétence professionnelle de l'enseignant à construire une situation didactique permettant à l'élève d'accéder aux concepts. L'usage du numérique

n'est pas une garantie intrinsèque de cet enjeu et peu même, à l'inverse, nourrir les illusions d'une activité qui ne s'avère pas capable des constructions intellectuelles nécessaires. Et de ce point de vue, les études faites sur le sujet devraient nous conduire à une raisonnable circonspection. Aucune recherche scientifique n'a fait la preuve d'un progrès des apprentissages garanti par les usages numériques. Lorsque PISA en 2015 a mis en corrélation la durée d'utilisation des TICE à l'école et les résultats des élèves, c'est au contraire un effet négatif qui apparaît. Et quand on interroge cette relation avec les milieux sociaux d'origine, il n'y a aucun doute sur le fait que si les données numériques démocratisent l'accès aux informations pour les élèves issus des classes populaires, elles ne réduisent pas les écarts en matière de compréhension.

Le numérique, outil de différenciation ?

Là où certains présupposent que le document numérique facilite le travail de compréhension de l'élève, ouvrant notamment les possibilités de l'autonomie de son apprentissage ou de son adaptation à ses besoins particuliers, la recherche montre que c'est loin d'être une évidence. La note de synthèse réalisée par Franck Amadiou pour la conférence de consensus du CNET sur la différenciation fait état des conclusions de nombreux travaux : les apprentissages à partir de documents numériques sont déterminés par les interventions de l'enseignant et le contexte d'apprentissage qu'il construit. Il faut remettre en question bien des présupposés qui considèrent le numérique comme offrant une chance de compréhension pour les élèves en difficulté car il ne permet pas spontanément des entrées diversifiées correspondant à chaque élève. Quels que soient les outils utilisés, le travail didactique de l'enseignant reste la question primordiale

Il suffit d'observer des élèves utilisant une encyclopédie numérique pour percevoir combien la multiplication des sources d'information est une source de complexité tout

particulièrement chez les élèves éprouvant des difficultés. Il est plus difficile de lire un document multimédia qu'un texte linéaire, à moins de se contenter de l'illusion produite par les prélèvements superficiels et hasardeux que peut y faire l'élève.

La croyance d'une adaptation de l'enseignement aux difficultés des élèves par la multiplication des formats d'information repose sur des postulats loin d'être vérifiés, celui par exemple de types spécifiques d'intelligence caractérisant les individus et conduisant à les solliciter sur des formes d'activités prédéfinies dont le numérique permettrait la mise à disposition variée dans la classe. Mais aucune recherche n'a jamais confirmé cette hypothèse qui conduit davantage à enfermer les élèves dans une forme d'activité qu'à permettre leur développement intellectuel.

Le numérique, garantie de motivation ?

Un autre vecteur qui appellerait au développement des usages numériques serait celui de la motivation des élèves qui pourrait être soutenue par les « serious games » et autres logiciels ludiques. Ne nous leurrions pas, dans bien des cas, la motivation de la nouveauté n'aura qu'un temps et son usure conduit déjà certains enseignants à une surenchère. Mais peut-on honnêtement penser qu'en introduisant un personnage animé dans une animation expliquant une règle de grammaire, on contribuera à développer une maîtrise réelle de la langue ? Ou croire que travesti et se livrant à quelques pitreries, un enseignant construira une motivation des élèves porteuse d'une volonté de s'approprier une culture commune, de construire du sens ? Cette logique du spectacle, de la surprise, de l'inédit se fonde davantage sur l'égoïsme de l'enseignant que sur une objective volonté de démocratiser les savoirs. Si elle reste encore relativement marginale, cette logique ne cesse de se développer, en témoignent les stratégies de diffusion sur les réseaux sociaux où il s'agit davantage de faire le buzz pour vanter un modèle auquel on veut prêter toutes les vertus que d'ouvrir à de véritables débats critiques.

Au-delà de la fugacité des motivations produites, reste un problème que les enseignants connaissent bien : motiver l'élève à s'investir dans l'activité ne peut suffire à garantir que l'activité lui permette de construire des apprentissages. C'est en aidant l'élève à se représenter les enjeux des apprentissages, à en percevoir l'importance pour sa vie future, à construire une relation intellectuelle avec les objets de la culture commune que l'on peut nourrir sa motivation et non en le leurrant sur sa seule implication dans les activités. Ce n'est donc pas tant la vertu motivationnelle intrinsèque qui constitue l'intérêt d'un logiciel que sa qualité didactique à engendrer des apprentissages.

Quel travail de l'enseignant ?

À faire croire à l'enseignant que l'enjeu fondamental de son travail pourrait être de produire des objets numériques, on risque fort de dénaturer ce qui constitue l'essentiel de son métier. Sur les réseaux sociaux, l'ingéniosité technique et l'originalité de l'objet produit est en passe de devenir le critère qualitatif premier aux dépens des éléments pédagogiques et didactiques. L'évaluation institutionnelle commence à prendre ce pas et à céder aux séductions de l'habileté communicationnelle aux dépens d'une véritable interrogation sur les effets sur les apprentissages. Cette centration sur activité de production matérielle, fût-elle virtuelle, entraîne un mépris de l'activité immatérielle de l'enseignant, celle par laquelle il construit une situation d'apprentissage et procède à l'analyse de sa mise en œuvre. La tentation est forte pour l'enseignant parce que les paramètres de réussite de la création d'un objet numérique sont plus aisés à déterminer que ceux de la situation didactique. Elle l'est aussi pour l'institution axée sur la construction d'indicateurs chiffrables et sur la mesure d'une performance immédiatement identifiable. Mais la démocratisation de la réussite scolaire ne peut faire l'économie de la complexité de l'activité intellectuelle de l'enseignant comme de l'élève.

Une stratégie économique

La pression sur le monde enseignant pour diffuser l'idée d'une nécessité numérique, celle qui fustige les formes d'enseignement plus traditionnelles pour vanter, sans véritable analyse critique, les miracles d'une plate-forme ou d'un logiciel, a d'évidence des fondements économiques.

L'enjeu n'est plus seulement celui de considérer l'école comme un client potentiel pour développer des ventes matérielles ou logicielles mais de transformer le système éducatif pour le rendre totalement perméable à une logique de marché qui outrepassa largement la question de l'équipement pour y intégrer celle des services et de la production de contenus.

Prenons l'exemple de la formation des enseignants : la mise en œuvre de formations continues à distance ouvre un marché considérable. Pour l'instant, le contenu des FOAD reste produit par l'institution mais la brèche s'ouvrira vite. Les principes qui protégeaient le service public en la matière sont devenus bien fragiles. Alors que le principe de neutralité commerciale reste inscrit dans la réglementation comme une obligation du fonctionnaire, l'institution semble l'avoir oublié. Une convention signée entre Microsoft et le ministère convient de déléguer à l'entreprise l'accompagnement de la formation des enseignants. Au-delà de la formation des enseignants, d'autres exemples pourraient suivre qui montrent l'enjeu considérable des marchés potentiels dans le domaine de la scolarisation à domicile, du soutien scolaire ou dans celui de la préparation de la classe et de la fourniture de contenus.

Le contexte est encore résistant, d'où l'importance pour les acteurs de l'économie numérique à investir le sujet dans un discours aux apparences pédagogiques. Jamais il n'y avait eu autant de colloques et autres manifestations financées par des sociétés privées pour débattre de la révolution numérique et de ses conséquences dans l'éducation. Assiste-t-on à des débats critiques, à la présentation de recherches scientifiques ? Non... seulement à des prises de position enthousiastes qui vantent le miracle produit par un dispositif. Et si le discours est très régulièrement celui la réussite

de tous, les acteurs de ces projets n'ont aucunement les mêmes préoccupations de démocratisation que les nôtres.

Pour un usage didactique des outils numériques

Douter des vertus des usages numériques et de leur capacité à disposer de qualités propres à résoudre les problèmes des systèmes éducatifs, ne doit pas produire une attitude de rejet systématique. À l'insidieuse obligation d'une modernité qui n'interroge pas l'effectivité de ce qu'elle produit, il ne peut être question de répondre par un refus aussi peu raisonné qui nierait la réalité du monde actuel. Car aux conditions de leur intégration dans des constructions didactiques et du renoncement aux croyances dans leurs vertus miraculeuses, les outils numériques peuvent être des atouts. La difficulté aujourd'hui, c'est que la plupart des acteurs sont loin de se centrer sur des usages

raisonnés par la didactique : décideurs financiers qui s'engagent dans des acquisitions massives de tablettes pour les établissements scolaires, promoteurs de dispositifs sans volonté de recul sur leurs effets réels sur les apprentissages, acteurs des réseaux sociaux en quête de notoriété à coup de buzz, idéologues qui défendent une société digitale qu'ils prétendent égalitaire, marchands de produits et de services qui ont perçu l'importance des marchés à venir, politiques séduits par la modernité du propos, ... La question numérique est saisie de toute part, sauf par celle qui lui permettrait de contribuer effectivement à la qualité du service public d'enseignement. C'est pourquoi nous devons rester centrés sur une observation raisonnée des effets des usages numériques sur les apprentissages et continuer à relativiser leur place au profit de l'enjeu essentiel : celui du développement des compétences didactiques et pédagogiques des enseignants.